ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Εν Ἀθήναις τῇ 7 Μαρτίου **1952** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **56**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νόμοι

Ν. 2014. Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Παρισίοις ὑπογραφέντος τὴν 10ην Μαΐου 1948 Πρωτοκόλλου, τροποποιοῦντος τὴν Σύμβασιν τῆς 22ας Νοεμβρίου 1928 «περὶ Διεθνῶν Ἐκθέσεων»... 1

Ν. 2015. Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Α. Ν. 1502)50 καὶ περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν Νόμων 6321)34 καὶ 1628)51.. 2

Διατάγματα

Περὶ κυρώσεως ὁριστικῶν κανονικῶν πινάκων προακτέων ἐφέδρων ἐξ ἐφέδρων Ὑπολοχαγῶν, Ἀνθυπολοχαγῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν Ὅπλων καὶ Σωμάτων, συνταχθέντων ὑπὸ τοῦ Στρατ. Συμβουλίου Ἐπιλογῆς ὑπ' ἀριθ. 2.... 3

Περὶ ὁρισμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Πρωτοδικῶν παρὰ τοῖς Πρωτοδικείοις Βερροίας καὶ Καστορίας. 4

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν ἐκτάσεως τοῦ Δήμου Αργοστολίου Νομοῦ Κεφαλληνίας δι' ἀνέγερσιν ὑπὸ τῆς Ενώσεως Γεωργικῶν Συνεταιρισμῶν Κεφαλληνίας ἐλαιοδεξαμενῶν. 5

Περὶ ἀνακλήσεως τοῦ ἀπὸ 17—7)30.7.1951 Β. Δ)τος «περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τῆς Κοινότητος Ἐπταχωρίου Νομοῦ Καστορίας δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος προς στέγασιν τοῦ Σταθμοῦ Χωρ)κῆς. 6

Περὶ ἐγκρισεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπεδου του Δήμου Ἡγουμενίτσης δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ Ὑγειονομικοῦ Κέντρου καὶ Πολυιατρείου. .. 7

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν ἐκτάσεως τῆς Κοινότητος Λιβαδιων Τήλου Δωδεκανήσου διὰ τὴν ἐγκατάστασιν Σταθμοῦ Ἀσυρμάτου τοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν Ἑλλάδος. 8

Περὶ ἐγκρίσεως ἐκποιήσεως ἐκτάσεως τοῦ Γηροκομείου Κερκύρας. 9

Περὶ τῆς εἰδικῆς δοκιμασίας διδακτόρων καὶ πτυχιούχων τῆς Ἰατρικῆς ἀλλοδαπῶν ἀνεγνωρισμένων ὁμοταγῶν Πανεπιστημίων καὶ τοῦ ἐνδεικτικοῦ αὐτῶν καὶ παρὰ τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης.10

Περὶ ἐπεκτάσεως τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ψηφίσματος ΞΘ') 1949 καὶ εἰς τοὺς ἐκπαιδευτικοὺς λειτουργους τῶν σχολείων Μ. Ἐκπαιδεύσεως τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων. 11

Περὶ ἀνακλήσεως τοῦ ἀπὸ 14 Αὐγούστου 1950 Β. Δ)τος «περὶ χορηγήσεως εἰς τὸν Ἄγγελον Μιχαλόπουλον ἁπλῆς ἀδείας ἠλεκτρικῆς ἐγκαταστάσεως ἐν τῇ πόλει Πάργας. .. .. .12

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ πολεοδομικοῦ σχεδίου Καβάλας διὰ τοῦ καθορισμοῦ θέσεως πρὸς ἀνέγερσιν κτιρίου Ο. Τ Ε. 13

Διορθώσεις ἡμαρτημένων

Διόρθωσις ἡμαρτημένων εἰς τὸ ἀπὸ 18 Δεκεμβρίου 1951 Β. Δ. Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας 14

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2014.

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Παρισίοις ὑπογραφέντος τὴν 10ην Μαΐου 1948 Πρωτοκόλλου, τροποποιοῦντος τὴν Σύμβασιν τῆς 22ας Νοεμβρίου 1928 «περὶ Διεθνῶν Ἐκθέσεων».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον

Κυροῦται τὸ ἐν Παρισίοις ὑπογραφὲν τὴν 10ην Μαΐου 1948 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ λοιπῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν Πρωτόκολλον, τροποποιοῦν τὴν ἐν Παρισίοις ὑπογραφεῖσαν τὴν 22 Νοεμβρίου 1928 Σύμβασιν περὶ Διεθνῶν Ἐκθέσεων, κυρωθεῖσκν ὑπὸ τοῦ Νόμου 5562 τῆς 30 Ἰουνίου/11 Ἰουλίου 1932, ἔχον ὡς κατωτέρω ἐν τῷ Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ, μετὰ τοῦ παρατιθεμένου Ἑλληνικοῦ αὐτοῦ κειμένου.

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Οἱ Ὑπουργοὶ

Ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν — Γ. ΒΑΡΒΟΥΤΗΣ

Ἐπὶ τοῦ Ἐμπορίου — Σ. ΠΑΠΑΠΟΛΙΤΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Φεβρουαρίου 1952.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

ΔΗΜ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ

PROTOCOLE

Portant modification de la Convention signée a Paris le 22 novembre 1928, concernant les Expositions Internationales.

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements énumérés ci-après (I), se sont réunis en Conférence à Paris le 10 Mai 1948 et sont convenus d'un commun accord et sous réserve de ratifications des dispositions suivantes:

Article Premier

Les articles 2, 3 et 4 de la Convention du 22 novembre 1928 sont abrogés et remplacés par les articles suivants:

Article 2

Une Exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène les arts appliqués le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule technique appliquée (étectricité, optique, chimie, etc), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transports, etc); elle ne doit pas comporter de pavillons nationaux.

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10, une classification des Expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

Article 3

Durée des Expositions. La durée des Expositions Internationales ne doit pas dépasser six mois. Cette durée est fixée au moment de l'enregistrement de l'Exposition et elle ne pourra être prolongée dans la suite, par le Bureau, qu'en cas de force majeure résultant d'événements survenus au cours de l'exploitation, tels qu'incendies, inondations, troubles sociaux, ayant eu pour effet de mettre l'Exposition dans l'imposibilité soit d'ouvrir à la date officielle fixée, soit de fonctionner normalement dans le temps assignée à sa durée. L'appréciation d'une demande tendant à la prolongation et présentée par le pays organisateur de l'Exposition est laissée au Bureau.

La prolongation accordée sera mesurée en fonction de la durée du non-foàctionnement de l'Exposition. Cette prolongation commencera à courir à partir de la date que le pays organisateur indiquera et qui, en aucun cas, ne pourra être éloignée de plus de six mois de la date de fermeture de ladite Exposition.

Article 4

Fréquence des Expositions. La fréquence des Expositions Internationales visées par la présente Convention est réglementée selon les principes suivants:

Les Expositions générales sont rangées en deux catégories:

Priemiere catégorie: Les Expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième categorie. Les Expositions générales qui ne laissent à aucun pays invité la faculté de construire un pavillon.

Pour l'organisation des Expositions Internationales le monde est divisé en trois zones, à savoir: la zone d'Europe, la zone des deux Amériques et la troisième pour le reste du monde. Les pays dont le territoire s'étend sur deux zones doivent choisir celle dans laquelle ils entendent être classés.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de 15 années, qu'une Exposition générale de première catégorie, un intervalle de 10 années doit séparer deux Expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une Exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette Exposition suivrait, d'au moins six années, l'Exposition générale de première catégorie précédente dans la même zone ou d'au moins deux années dans n'importe quelle zone. Il ne peut organiser de participation à une Exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'Exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans dans la même zone et d'un an dans toute autre zone. Ces deux intervalles sont portés respectivement à quatre et deux ans lorqsu'il s'agit d'Expositions de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliques sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les Expositions organisées par un pays adhérent ou non à la Convention.

Des Expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau International des Expositions peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'a un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux Expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des Expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'internalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'Exposition.

Article deux.

Article 10.

L'article 10 de la Convention du 22 novembre 1928 est complété par la disposition suivante:

»Lorsque le poste de Directeur est vacant, le Conseil du Buresu International des Expositions élit à la majorité absolue, un Directeur d'une nationalité d'un pays adhérent à la Convention. Le Directeur est nommé pour un nombre d'années déterminé par le Règlement interieur. Sa remunération est fixée par le Conseil sur la proposition de la Commission du Budget».

Article trois.

Tout Etat pourra adhérer au présent Protocole en notifiant par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français, son adhésion qui sera déposée dans les archives de celui-ci.

Toute accession nouvelle à la Convention du 22 novembre 1928 entraînera de plein droit l'adhésion au présent Protocole.

Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernenments signataires et adhérents et au Président du Bureau International des Exposition-

(I) Etaient représentées à la réunion du 10 Mai les délégations des pays suivants: Autriche, Belgique, Danemark, Egypte, Etats-Unis, France, Grèce, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Pologne, Suisse, Tunisie.

la copie certifiée conforme de la notification en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

Article quatre.

Le présent Protocole sera ratifié. Chaque Puissance adressara. dans le plus court délai possible. sa ratification au Gouvernement francais qui en donnera avis aux autres signataires. Le présent Protocole entrera en vigueur pour chaque pays signataire le jour même du dépôt de son acte de ratification.

Fait à Paris le 10 mai 1948

France	Léon Barety Marcel Rives	Grèce	Rap. Raphael N. Fotopoulo
Suède	Kjell Stromberg	Norvège	Bugge Mahrt
Suisse	Bernard Barbey	Finlande	Johan Helo
Maroc	Olivier Marin	Liban	Ahmed Daouk
Italie	Quaroni	Haiti	Placide David
Belgique	Guillaume	Portugal	Augusto Potier
Danemark	Hoffmeyer	Gde-Bret.	Sir Oliver Harvey

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Τροποποιοῦν τὴν ἐν Παρισίοις ὑπογραφεῖσαν σύμβασιν τῆς 22ας Νοεμβρίου 1928. ἀναφορικῶς πρὸς τὰς διεθνεῖς ἐκθέσεις.

Οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι τῶν κατωτέρω ἀπαριθμουμένων Κυβερνήσεων, συνελθόντες εἰς σύσκεψιν ἐν Παρισίοις τὴν 10ην Μαΐου 1948, ἀπὸ κοινοῦ συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι διατάξεων, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἐπικυρώσεων.

Ἄρθρον Πρῶτον

Τὰ ἄρθρα 2, 3 καὶ 4 τῆς Συμβάσεως τῆς 22ας Νοεμβρίου 1928 καταργοῦνται ἀντικαθιστάμενα διὰ τῶν ἀκολούθων ἄρθρων :

Ἄρθρον 2

Ἔκθεσίς τις εἶναι γενικὴ ὅταν περιλαμβάνῃ τὰ προϊόντα τῆς ἀνθρωπίνης δράσεως τὰ ἀνήκοντα εἰς πλείονας κλάδους τῆς παραγωγῆς ἢ ὅταν διωργανώθη διὰ νὰ παρουσιάσῃ τὸ σύνολον τῆς πραγματοποιηθείσης προόδου εἰς ὡρισμένον τομέα, ὡς ἡ ὑγιεινή. αἱ ἐφηρμοσμέναι τέχναι, αἱ σύγχρονοι ἀνέσεις, ἡ ἀποικιακὴ ἀνάπτυξις κλπ.

Εἰδικὴ εἶναι ὅταν ἐνδιαφέρεται διὰ μίαν ἐφηρμοσμένην τεχνικὴν (ὑγιεινήν, ὀπτικήν, χημείαν κλπ.) μίαν μόνην τεχνικὴν (ὑφαντουργικήν. μεταλλοχοϊκήν, γραφικὰς τέχνας κλπ.) μίαν μόνην πρώτην ὕλην (δέρματα κατηργασμένα καὶ μή, μέταξαν νίκελ, κλπ.), μίαν μόνην βασικὴν ἀνάγκην (θέρμανσιν. διατροφήν μεταφοράς, κλπ.), αὕτη δὲν δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ Ἐθνικὰ Περίπτερα.

Φροντίδι τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρ. 10, θὰ καθιερωθῇ κατάξις τῶν ἐκθέσεων ἤτις θὰ χρησιμεύσῃ ὡς βάσις πρὸς καθορισμὸν τῶν ἐπαγγελμάτων καὶ τῶν ἀντικειμένων τῶν δυναμένων νὰ λάβουν θέσιν εἰς μίαν εἰδικὴν Ἔκθεσιν δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου. Ὁ κατάλογος οὗτος θὰ δύναται νὰ ἀναθεωρηθῇ κατ' ἔτος.

Ἄρθρον 3.

Διάρκεια τῶν Ἐκθέσεων. Ἡ διάρκεια τῶν Διεθνῶν Ἐκθέσεων δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τοὺς ἓξ μῆνας. Ἡ διάρκεια καθορίζεται ἀπὸ τῆς στιγμῆς τῆς καταχωρήσεως τῆς ἐκθέσεως καὶ δὲν δύναται νὰ παραταθῇ ἐν συνεχείᾳ ὑπὸ τοῦ Γραφείου. εἰ μὴ μόνον ἐν περιπτώσει ἀνωτέρας βίας λόγῳ γεγονότων ἐπελθόντων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκμεταλλεύσεως, ὡς αἱ πυρκαϊαί, πλημμύραι, κοινωνικαὶ ἀνωμαλίαι, ἐχόντων ὡς ἀποτέλεσμα νὰ θέσουν τὴν ἔκθεσιν ἐν ἀδυναμίᾳ ν' ἀνοίξῃ κατὰ τὴν ἐπισήμως ὁρισθεῖσαν ἡμερομηνίαν ἢ νὰ λειτουργήσῃ κανονικῶς κατὰ τὸν καθορισθέντα δι' αὐτὴν χρόνον. Ἡ ἐκτίμησις τῆς αἰτήσεως πρὸς παράτασιν ὑποβληθείσης ὑπὸ τῆς ὀργανούσης τὴν ἔμκθεσιν χώρας, ἐπαφίεται εἰς τὸ Γραφεῖον.

Ἡ διδομένη παράτασις θὰ ὑπολογισθῇ βάσει τῆς χρονικῆς περιόδου καθ' ἣν ἡ ἔκθεσις δὲν ἐλειτούργει. Ἡ παράτασις αὕτη ἄρχεται τρέχουσα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἣν ἡ ὀργανοῦσα τὴν ἔκθεσιν χώρα θὰ ὑποδείξῃ καὶ ἡ ὁποία ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ ἀπέχῃ πέραν τῶν ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ ὡς ἄνω Ἔκθεσις ὤφειλε νὰ κλείσῃ.

Ἄρθρον 4.

Συχνότης τῶν Ἐκθέσεων. Ἡ συχνότης τῶν Διεθνῶν Ἐκθέσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως ὑπόκειται εἰς κανονισμὸν ὡς καθορίζεται ὑπὸ τῶν ἀκολούθων ἀρχῶν :

Αἱ γενικαὶ ἐκθέσεις κατατάσσονται εἰς 2 κατηγορίας :

Πρώτη Κατηγορία : Αἱ γενικαὶ Ἐκθέσεις αἱ ὁποῖαι ὑποχρεοῦσι τὰς προσκαλουμένας χώρας εἰς κατασκευὴν ἐθνικῶν περιπτέρων.

Δευτέρα Κατηγορία : Αἱ γενικαὶ Ἐκθέσεις αἱ ὁποῖαι δίδουν εἰς τὰς προσκαλουμένας χώρας τὸ δικαίωμα κατασκευῆς περιπτέρου.

Διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν διεθνῶν Ἐκθέσεων ὁ κόσμος χωρίζεται εἰς τρεῖς ζώνας, τοὐτέστιν : τὴν ζώνην τῆς Εὐρώπης, τὴν ζώνην τῆς Βορείου καὶ Νοτίου Ἀμερικῆς καὶ τὴν ζώνην τοῦ ὑπολοίπου κόσμου. Αἱ χῶραι τῶν ὁποίων τὸ ἔδαφος ἐκτείνεται ἐπὶ δύο ζωνῶν ὀφείλουν νὰ ἐκλέξουν ἐκείνην τὴν ζώνην εἰς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦν νὰ καταχθοῦν.

Εἰς τὴν αὐτὴν χώραν καὶ ἐντὸς τῆς περιόδου 15 ἐτῶν, δύναται νὰ ὀργανωθῇ μία μόνον γενικὴ Ἔκθεσις τῆς πρώτης κατηγορίας, διάστημα δὲ δέκα ἐτῶν πρέπει νὰ χωρίζει δύο γενικὰς ἐκθέσεις οἱασδήποτε κατηγορίας.

Οὐδεμία ἐκ τῶν συμβαλλομένων χωρῶν δύναται νὰ διοργανώσῃ συμμετοχὴν εἰς γενικὴν ἔκθεσιν τῆς πρώτης κατηγορίας, εἰ μὴ μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἔκθεσις αὕτη θὰ ἐλάμβανε χώραν τοὐλάχιστον μετὰ ἓξ ἔτη ἀπὸ τὴν προηγουμένην γενικὴν Ἔκθεσιν τῆς πρώτης κατηγορίας ἐντὸς τῆς αὐτῆς ζώνης, ἢ τοὐλάχιστον μετὰ 2 ἔτη ἐντὸς οἱασδήποτε ζώνης. Οὐδεμία χώρα δύναται νὰ διοργανώσῃ συμμετοχὴν εἰς γενικὴν Ἔκθεσιν δευτέρας κατηγορίας, εἰ μὴ μόνον ἐὰν αὕτη λάβῃ χώραν εἰς διάστημα δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς προηγουμένης γενικῆς Ἐκθέσεως ἐντὸς τῆς αὐτῆς ζώνης καὶ ἑνὸς ἔτους εἰς πάσας τὰς ζώνας. Τὰ δύο ταῦτα ὅρια μετατρέπονται ἀμοιβαίως εἰς τέσσαρα καὶ δύο ἔτη, ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ Ἐκθέσεων τῆς αὐτῆς φύσεως.

Αἱ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ προβλεπόμεναι διορίαι ἐφαρμόζονται χωρὶς νὰ ὑφίσταται ἀνάγκη νὰ γίνῃ διάκρισις μεταξὺ τῶν Ἐκθέσεων τῶν ὀργανουμένων ὑπὸ χώρας προσχωρούσης εἰς τὴν σύμβασιν ἢ ὄχι.

Εἰδικαὶ Ἐκθέσεις τῆς αὐτῆς φύσεως δὲν δύνανται νὰ ὑφίστανται συγχρόνως ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τῶν συμβαλλομένων χωρῶν. Τίθεται ὑποχρεωτικὴ πενταετὴς διορία διὰ τὴν ἐπανάληψίν των ἐντὸς τῆς αὐτῆς χώρας. Οὐχ' ἧττον, τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐκθέσεων δύναται νὰ ἐλαττώσῃ ἐξαιρετικῶς αὐτὴν τὴν διορίαν εἰς τρία ἔτη, ὡς ἐλάχιστον ὅριον, ὅταν τοῦτο θεωρεῖ ὅτι τὸ τεθὲν ὅριον δικαιολογεῖται ἐκ τῆς ταχείας ἐξελίξεως κλάδου τινὸς τῆς παραγωγῆς. Δύναται νὰ δοθῇ ἡ αὐτὴ μείωσις τῆς διορίας εἰς ἐκθέσεις αἵτινες λαμβάνουν χώραν ἐκ παραδόσεως εἴς τινας χώρας κατὰ διαστήματα μικρότερα τῶν πέντε ἐτῶν.

Δὲν δύνανται νὰ λάβουν χώραν ἐντὸς τῆς αὐτῆς χώρας εἰδικαὶ ἐκθέσεις διαφόρου φύσεως εἰς χρονικὸν διάστημα μικρότερον τῶν τριῶν μηνῶν.

Αἱ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερόμεναι διορίαι ἄρχονται ἀπὸ τῆς πραγματικῆς ἡμερομηνίας τοῦ ἀνοίγματος τῆς Ἐκθέσεως.

Ἄρθρον Δεύτερον

Ἄρθρον 10.

Τὸ ἄρθρον 10 τῆς συμβάσεως τῆς 22ας Νοεβρίου 1928 συμπληροῦται διὰ τῆς ἀκολούθου διατάξεως :

«Όταν ή θέσις τοῦ Διευθυντοῦ εἶναι κενή, τὸ Συμβούλιον τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐκθέσεων ἐκλέγει κατ' ἀπόλυτον πλειοψηφίαν Διευθυντὴν ἐθνικότητος κράτους προσχωρήσαντος εἰς τὴν σύμβασιν. Ὁ Διευθυντὴς διορίζεται διὰ θητείαν ἐτῶν ὁριζομένων ὑπὸ τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ. Ἡ ἁρμοδιότης του καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου κατόπιν προτάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμείου».

Ἄρθρον Τρίτον

Οἱοδήποτε Κράτος δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἀνακοινοῦν ἐγγράφως καὶ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν, τὴν προσχώρησίν του, ἥτις θὰ κατατεθῇ εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς ἄνω Κυβερνήσεως.

Πᾶσα νέα προσχώρησις εἰς τὴν σύμβασιν τῆς 22ας Νοεμβρίου 1928 δίδει πλήρες δικαίωμα προσχωρήσεως εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἡ Γαλλικὴ Κυβέρνησις θὰ διαβιβάσῃ ἀμέσως εἰς τὰς Κυβερνήσεις τὰς ὑπογραψάσας καὶ προσχωρησάσας καὶ εἰς τὸν Πρόεδρον τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐκθέσεων κεκυρωμένα ἀντίγραφα τῆς ἀνακοινώσεως σημειοῦσα τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν αὕτη ἐλήφθη.

Ἄρθρον Τέταρτον

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ἐπικυρωθῇ. Ἑκάστη δύναμις θὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὴν Γαλλικὴν Κυβέρνησιν, τὸ συντομώτερον δυνατόν, τὴν ἐπικυρωσίν της, ἡ δὲ τελευταία θὰ γνωστοποιήσῃ τοῦτο εἰς τὰς ἄλλας ὑπογεγραμμένας δυνάμεις. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ θεωρηθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' ἑκάστην χώραν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τῇ 10ῃ Μαΐου 1948

Γαλλία	Leon Barety Marcel Rives	Ἑλλὰς	Ραφαὴλ Ραφαὴλ Ν. Φωτόπουλος
Σουηδία	Kjell Stromberg	Νορβηγία	Bugge Mahrt
Ἑλβετία	Bernard Barbey	Φιλλανδία	Johan Helo
Μαρόκον	Olivier Marin	Λίβανος	Ahmed Daouk
Ἰταλία	Quaroni	Αἰτί	Placide david
Βέλγιον	Guillaume	Πορτογαλ.	Aug. Potier
Δανία..	Hoffmeyer	Μ. Βρετταν.	Sir Ol. Harvey

(2)

ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 2015.

Περὶ συμπληρώσεως τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Α. Ν. 1502)50 καὶ περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν Νόμων 6321)34 καὶ 1628)51.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀποφασίζομεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Μετὰ τὸ τέταρτον ἐδάφ. τῆς παρ. 1 τοῦ στοιχείου Α' τοῦ ἄρθρου 11 τοῦ Α. Ν. 1502)50 «περὶ ρυθμίσεως τῶν ἀποδοχῶν τῶν τακτικῶν δημοσίων ὑπαλλήλων κλπ.» ὡς οὗτος συνεπληρώθη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 παρ. 2 τοῦ Α. Ν. 1537)50 προστίθεται διάταξις ἰσχύουσα ἀφ' ἧς ἴσχυσεν ὁ Α.Ν. 1537) 1950, ἔχουσα οὕτω :

«Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἐδαφίου ἐφαρμόζονται κατ' ἀναλογίαν καὶ ἐπὶ τῶν κατεχόντων βαθμὸν Συνταγματάρχου, Πλοιάρχου ἢ Σμηνάρχου, ἐφ' ὅσον διὰ τὸν κλάδον, εἰδικότητα ἢ κατάστασιν, εἰς ἣν ἀνήκουν, δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς κειμένης Νομοθεσίας ἡ διὰ προαγωγῆς αὐτῶν κατάληψις τοῦ βαθμοῦ τοῦ ἀνωτάτου ἀξιωματικοῦ, δικαιουμένων καὶ τούτων ἀπὸ τῆς ἰσχύος τοῦ Α. Ν. 1537)50 ἐπιδόματος διαφορᾶς ἀνωτέρου μισθοῦ καὶ οὐχὶ τοιούτου 10 ἢ 20 ο)ο καὶ ὑφ' ἃς προϋποθέσεις παρέχεται τοῦτο εἰς τοὺς ὁμοιοβάθμους των, δι' οὓς προβλέπεται ἡ κατάληψις ἀνωτάτου βαθμοῦ».

Ἄρθρον 2.

Τὸ ἀπὸ τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ν. 1628 «περὶ πολιτικῶν ὀδοντιάτρων ἐν τῷ Β. Ναυτικῷ» (Φ.Ε.Κ. 94)51) προβλεπόμενον ὅριον ἡλικίας τῶν ὀδοντιάτρων, τροποποιούμενον, ὁρίζεται εἰς τὸ ἑξηκοστὸν πέμπτον (65) ἔτος.

Ἄρθρον 3.

Εἰς τὸ ἄρθρον 31 τοῦ Ν. 6321)34 «περὶ Συνεργείων τοῦ κατὰ θάλασσαν στρατοῦ» προστίθεται 4 παρ. ἔχουσα οὕτω:

Οἱ κατὰ τὰ κατωτέρω προσλαμβανόμενοι ἡμερομίσθιοι ἐργάται καὶ τεχνῖται δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσιν ἐξαιρετικῶς καὶ εἰς πᾶσαν ἄλλην ἔκτακτον ἐργασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ Β. Ν., δι' ἣν ἤθελον κριθῇ κατάλληλοι, ἀποσπώμενοι πρὸς τοῦτο δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Ἐθνικῆς Ἀμύνης, μετὰ γνωμοδότησιν τοῦ Α)Γ.Ε.Ν.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως».

Ὁ παρὼν Νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Μαρτίου 1952.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Οἱ Ὑπουργοὶ

Ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης	Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν
ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ	ΧΡ. ΕΥΕΛΠΙΔΗΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Μαρτίου 1952.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
ΔΗΜ. Γ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περὶ κυρώσεως ὁριστικῶν κανονικῶν πινάκων προακτέων Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ὑπολοχαγῶν, Ἀνθυπολοχαγῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν Ὅπλων καὶ Σωμάτων, συνταχθέντων ὑπὸ τοῦ Στρατ. Συμβουλίου Ἐπιλογῆς ὑπ' ἀριθ. 2.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν :

α) Τὸν Α. Ν. 833)37 «περὶ Στελέχους Ἐφέδρων Ἀξιωματικῶν τοῦ κατὰ Γῆν Στρατοῦ».

β) Τὸν Α. Ν. 733)37 «περὶ προαγωγῶν καὶ τοποθετήσεων τῶν Ἀξιωματικῶν τοῦ Στρατοῦ Ξηρᾶς», ὡς ἐτροποποιήθη καὶ συνεπληρώθη διὰ τοῦ Α. Ν. 1145)46.

γ) Τὸν Α. Ν. 705)48 «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἐνίων διατάξεων τοῦ διὰ τοῦ ὑπὸ στοιχεῖον ΜΕ' τῆς 20.3.1948 Ψηφίσματος, κυρωθέντος ἀπὸ 5.6.46 Β. Δ. «περὶ Στρατιωτικῆς Ἱεραρχίας καὶ Στρατιωτικῶν Προαγωγῶν».

δ) Τὸ ἀπὸ 19.3.1948 ὑπὸ στοιχεῖον ΜΕ' Ψήφισμα τὸ κυρούν τὸ ἀπὸ 24.4.1946 καὶ τὰ εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντα ἀπὸ 5.6.1946 καὶ 19.2.1947 Β. Δ.

ε) Τὸν Α. Ν. 888)49 «περὶ καθορισμοῦ Ὅπλων καὶ Σωμάτων τοῦ Στρατοῦ Ξηρᾶς».

στ) Τὸν Α. Ν. 1921)51 «περὶ διατάξεων ἀφορωσῶν τὴν Στρατιωτικὴν Ἱεραρχίαν καὶ Στρατιωτικὰς Προαγωγάς».

ζ) Τὰ ὑπ' ἀριθ. 77, 101, 103 καὶ 104)1 - 10)10)51 Πρακτικὰ τοῦ Στρατιωτικοῦ Συμβουλίου Ἐπιλογῆς ὑπ' ἀριθ. 2, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργοῦ, ἀποφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Κυροῦμεν τοὺς ὑπὸ τοῦ Στρατιωτικοῦ Συμβουλίου Ἐπιλογῆς ὑπ' ἀριθ. 2 συνταχθέντας ὁριστικοὺς καὶ κανονικοὺς πίνακας προακτέων Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ὑπολοχαγῶν, Ἀνθ-

πολεχαγῶν καὶ Ἀνθυπασπιστῶν Ὅπλων καὶ Σωμάτων, ὡς κατωτέρω :

α) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ὑπολοχαγῶν Πεζικοῦ, Πυροβολικοῦ, Ἱππικοῦ - Τεθωρακισμένων, Μηχανικοῦ, Σώματος Ἐφοδιασμοῦ καὶ Μεταφορῶν (Σ. Ε.Μ.) καὶ Ὑγειονομικοῦ, δικαιουμένων προαγωγῆς ἀναδρομικῶς ἀπὸ 21.11.1947.

β) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ὑπολοχαγῶν Πεζικοῦ, Μηχανικοῦ καὶ Σώματος Ἐφοδιασμοῦ καὶ Μεταφορῶν (Σ.Ε.Μ.), δικαιουμένων προαγωγῆς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τοῦ σχετικοῦ Β. Διατάγματος.

γ) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ἀνθυπολοχαγῶν Πεζικοῦ, Πυροβολικοῦ, Ἱππικοῦ — Τεθωρακισμένων, Μηχανικοῦ, Διαβιβάσεων, Σώματος Ἐφοδιασμοῦ καὶ Μεταφορῶν (Σ.Ε.Μ.), Σώματος Ὑλικοῦ Πολέμου (Σ.Υ.Π.), Τεχνικοῦ Σώματος (Τε. Σ.), Σώματος Οἰκονομικῶν Ὑπηρεσιῶν (Σ.Ο.Υ.), Σώματος Κτηνιατρικοῦ καὶ Ἱππωνειῶν (Σ. Κ.Ι.), Ὑγειονομικοῦ καὶ Φαρμακευτικοῦ, δικαιουμένων προαγωγῆς ἀναδρομικῶς ἀπὸ 21.11.1947.

δ) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ἀνθυπολοχαγῶν Πεζικοῦ, Ἱππικοῦ—Τεθωρακισμένων, Ὑγειονομικοῦ καὶ Στρατιωτικῆς Δικαιοσύνης, δικαιουμένων προαγωγῆς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τοῦ σχετικοῦ Β. Διατάγματος.

ε) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ἀνθυπασπιστῶν Πεζικοῦ καὶ Σώματος Ἐφοδιασμοῦ καὶ Μεταφορῶν (Σ. Ε. Μ.), δικαιουμένων προαγωγῆς ἀναδρομικῶς ἀπὸ 21.11.1947.

στ) Προακτέων κατ' ἐκλογὴν Ἐφέδρων ἐξ Ἐφέδρων Ἀνθυπασπιστῶν Πεζικοῦ, δικαιουμένων προαγωγῆς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ σχετικοῦ Β. Διατάγματος.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Ἀμύνης Ὑπουργὸς
ΑΛ. ΣΑΚΕΛΛΑΡΙΟΥ

---

(4)

Περὶ ὁρισμοῦ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Πρωτοδικῶν παρὰ τοῖς Πρωτοδικείοις Βερροίας καὶ Καστορίας.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) τὸ ἄρθρον 37 τοῦ Α. Ν. 1055) 1946 «περὶ προσόντων τῶν δικαστικῶν λειτουργῶν», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Αὐξάνομεν τὸν ἀριθμὸν τῶν Πρωτοδικῶν παρὰ τῷ Πρωτοδικείῳ Βερροίας διὰ τὴν μέχρι τέλους Ἰουνίου 1952 χρονικὴν περίοδον κατὰ ἕνα, μειουμένου ἀντιστοίχως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν παρὰ τῷ Πρωτοδικείῳ Καστορίας Πρωτοδικῶν κατὰ ἕνα, ὁριζομένου οὕτω τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Πρωτοδικῶν παρὰ τῷ Πρωτοδικείῳ Βεροίας εἰς τέσσαρας καὶ τῶν παρὰ τῷ Πρωτοδικείῳ Καστορίας εἰς τρεῖς.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
ΔΗΜ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ

(5)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν ἐκτάσεως τοῦ Δήμου Ἀργοστολίου Νομοῦ Κεφαλληνίας δι' ἀνέγερσιν ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως Γεωργικῶν Συνεταιρισμῶν Κεφαλληνίας ἐλαιοδεξαμενῶν.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71 παρ. 4 ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰς τοῦ ἄρθρου 117, παρ. 3 τοῦ ἀπὸ 17-4)31)7)1936 Β. Διατάγματος «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 92)1951 ἀπόφασιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Ἀργοστολίου δι' ἧς παραγωρεῖται δωρεὰν εἰς τὴν Ἕνωσιν Γεωργικῶν Συνεταιρισμῶν Κεφαλληνίας ἡ ἐν τῇ ἀνωτέρω ἀποφάσει καὶ τῷ προσηρτημένῳ ταύτῃ διαγράμματι περιγραφομένη δημοτικὴ ἔκτασις 400 τετρ. μέτρ. διὰ τὴν ἀνέγερσιν ἐπ' αὐτῆς παρὰ τῆς ὡς ἄνω Ἑνώσεως Ἐλαιοδεξαμενῶν.

Μὴ πληρουμένου τοῦ σκοποῦ τῆς ὡς ἄνω δωρεᾶς ἐντὸς πενταετίας ἢ μεταβαλλομένης τῆς χρήσεως τῆς δωρουμένης ἐκτάσεως, ἐπανέρχεται αὕτη αὐτοδικαίως εἰς τὸν δωρητὴν Δῆμον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτελέσιν τοῦ παρέντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς
Κ. ΡΕΝΤΗΣ

---

(6)

Περὶ ἀνακλήσεως τοῦ ἀπὸ 17.7.)30.7.51 Β. Διατάγματος «περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τῆς Κοινότητος Ἐπταγωρίου Νομοῦ Καστορίας δι' ἐνέγεσσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ σταθμοῦ Χωροφυλακῆς.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: 1) τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71 παρ. 4. τοῦ ἀπὸ 17.4)31.7.36 Β. Δ)τος «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», καὶ 2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 86\51 ἀπόφασιν τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Ἐπταχωρίου, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἀνακαλοῦμεν τὸ ἀπὸ 17 Ἰουλίου) 30 Ἰουλίου Β. Δ)γμα δι' οὗ εἶχον ἐγκριθῆ αἱ ὑπ' ἀριθ. 41)50 καὶ 16)51 ἀποφάσεις τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Ἐπταχωρίου περὶ παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τῆς Κοινότητος δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ σταθμοῦ Χωροφυλακῆς καθ' ὅσον τοῦτα ἐκρίθη ἀκατάλληλον ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας ὑπηρεσίας ἀνοικοδομήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς
ΚΩΝΣΤ. ΡΕΝΤΗΣ

---

(7)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν οἰκοπέδου τοῦ Δήμου Ἡγουμενίτσης δι' ἀνέγερσιν οἰκήματος πρὸς στέγασιν τοῦ Ὑγειονομικοῦ Κέντρου καὶ Πολυιατρείου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71, παρ' 4. ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰς τοῦ ἄρθρου 117, παρ. 3. τοῦ ἀπὸ

17—4)31.7.1936 Β. Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 116)1950 ἀπόφασιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Ἡγουμενίτσης, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 29)1950 ὁμοίας αὐτοῦ, δι' ἧς παραχωρεῖται δωρεὰν εἰς τὸ Δημόσιον τὸ ἐν τῇ ἀνωτέρω ἀποφάσει περιγραφόμενον οἰκόπεδον τοῦ Δήμου διὰ τὴν ἀνέγερσιν ἐπ' αὐτοῦ δαπάναις τοῦ Δημοσίου, οἰκήματος, πρὸς στέγασιν τοῦ Ὑγειονομικοῦ Κέντρου καὶ Πολυϊατρείου.

Μὴ πληρουμένου τοῦ σκοποῦ τῆς, ὡς ἄνω, δωρεᾶς ἐντὸς πενταετίας ἢ μεταβαλλομένης τῆς χρήσεως τοῦ δωρουμένου οἰκοπέδου, ἐπανέρχεται τοῦτο αὐτοδικαίως εἰς τὸν Δῆμον.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς

Κ. ΡΕΝΤΗΣ

(8)

Περὶ ἐγκρίσεως παραχωρήσεως δωρεὰν ἐκτάσεως τῆς Κοινότητος Λιβαδίων Τήλου Δωδεκανήσου διὰ τὴν ἐγκατάστασιν Σταθμοῦ Ἀσυρμάτου τοῦ Ὀργανισμοῦ Τηλεπικοινωνιῶν Ἑλλάδος.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 71, παρ. 4, τοῦ ἀπὸ 17-4)31-7-1936 Β. Διατάγματος «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 29)1951 ἀπόφασιν τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Λιβαδίων Τήλου Δωδεκανήσου, δι' ἧς παραχωρεῖται δωρεὰν εἰς τὸν Ὀργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν Ἑλλάδος ἡ ἐν τῇ ἀνωτέρω ἀποφάσει ἀναφερομένη ἔκτασις διαστάσεων 35×30 μέτρων, διὰ τὴν ἐγκατάστασιν σταθμοῦ ἀσυρμάτου ὑπερβραχέων κυμάτων.

Μὴ πληρουμένου τοῦ σκοποῦ τῆς ὡς ἄνω δωρεᾶς ἐντὸς πενταετίας ἢ μεταβαλλομένης τῆς χρήσεως τοῦ δωρουμένου οἰκοπέδου ἐπανέρχεται τοῦτο αὐτοδικαίως εἰς τὴν δωρήτριαν Κοινότητα.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς

Κ. ΡΕΝΤΗΣ

(9)

Περὶ ἐγκρίσεως ἐκποιήσεως ἐκτάσεως τοῦ Γηροκομείου Κερκύρας.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν : 1) τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 71 καὶ 72, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὰς τοῦ ἄρθρου 117 τοῦ ὑπὸ 17—4) 31.7.1936 Β. Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῆς Νομοθεσίας περὶ Δήμων καὶ Κοινοτήτων», 2) τὸ ἄρθρον 37 τοῦ ἀπὸ 17—5)8.6.1947 Β. Δ. «περὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον κείμενον νόμου τῶν περὶ τῶν Δημοτικῶν καὶ Κοινοτικῶν Ἀγαθοεργῶν Ἱδρυμάτων ἰσχυουσῶν διατάξεων», προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἐγκρίνομεν τὴν ὑπ' ἀριθ. 11)1951 ἀπόφασιν τοῦ Ἀδελφάτου τοῦ Γηροκομείου Κερκύρας, περὶ ἐκποιήσεως τῆς ἐν αὐτῇ διαλαμβανομένης ἀγόνου ἐκτάσεως τοῦ Ἱδρύματος, ἐκ μέτρων τετραγωνικῶν 784, εἰς τὸν ἐν δημοπρασίᾳ ἀναδειχθέντα τελευταῖον πλειοδότην Ὀργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν Ἑλλάδος, ἀντὶ τιμήματος δραχμῶν εἴκοσιν ἑκατομμυρίων (20.000.000).

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῶν Ἐσωτερικῶν Ὑπουργὸς

Κ. ΡΕΝΤΗΣ

(10)

Περὶ τῆς εἰδικῆς δοκιμασίας διδακτόρων καὶ πτυχιούχων τῆς Ἰατρικῆς ἀλλοδαπῶν ἀνεγνωρισμένων ὁμοταγῶν Πανεπιστημίων καὶ τοῦ ἐνδεικτικοῦ αὐτῶν καὶ παρὰ τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Ν. Δ. 1021)1942 «περὶ ἱδρύσεως Ἰατρικῆς Σχολῆς ἐν τῷ Πανεπιστημίῳ Θεσσαλονίκης» διατηρηθέντος ἐν ἰσχύϊ δυνάμει τῆς ὑπ' ἀριθ. 295)1945 πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου καὶ τὰ ἄρθρα 220 καὶ 221 τοῦ νόμου 5343)1932 ἰσχύοντα καὶ διὰ τὸ Πανεπιστήμιον Θεσσαλονίκης δυνάμει τοῦ ἀπὸ 27—7)14.8.35 (Φ.Ε.Κ. 355) Π. Διατάγματος, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργοῦ στηριζομένῃ εἰς γνώμην τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου Θεσσαλονίκης καὶ εἰς σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας διατυπωθεῖσαν ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 809)1951 πράξει αὐτοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Διδάκτορες καὶ πτυχιοῦχοι τῆς Ἰατρικῆς ἀλλοδαπῶν ἀνεγνωρισμένων ὁμοταγῶν Πανεπιστημίων κτῶνται τὸ δικαίωμα τῆς ἐξασκήσεως τοῦ ἐπαγγέλματος αὐτῶν ἐν Ἑλλάδι καὶ τοῦ διορισμοῦ ἐν δημοσίᾳ θέσει ἂν ὑποστῶσι δοκιμασίαν εἰς τὰ μαθήματα 1) τῆς Περιγραφικῆς Ἀνατομικῆς, 2) τῆς Φαρμακολογίας, 3) τῆς Χειρουργικῆς Προπαιδευτικῆς Κλινικῆς, Χειρουργικῆς Παθολογίας καὶ Ἐγχειρητικῆς, 4) τῆς Μικροβιολογίας, 5) τῆς Ὑγιεινῆς, 6) τῆς Μαιευτικῆς καὶ Γυναικολογικῆς Κλινικῆς, 7) τῆς Τοξικολογίας, 8) τῆς Ἰατροδικαστικῆς, 9) τῆς Παθολογικῆς Κλινικῆς καὶ 10) τῆς Χειρουργικῆς Κλινικῆς.

Ἄρθρον 2.

Ἡ δοκιμασία εἶναι πρακτικὴ καὶ προφορικὴ καὶ διεξάγεται ἐν ἑλληνικῇ γλώσσῃ ἐνώπιον ἐπιτροπείας ἀποτελουμένης ἐκ τῶν τακτικῶν καθηγητῶν τῶν ἐξεταζομένων μαθημάτων ὑπὸ τὸν κοσμήτορα.

Ἄρθρον 3.

Ὁ βουλόμενος νὰ ὑποστῇ τὴν δοκιμασίαν ὑποχρεοῦται νὰ καταβάλῃ τὰ τριπλάσια τῶν διὰ τοὺς ὑποψηφίους εἰς πτυχιακὰς ἐξετάσεις ἑκάστοτε καθοριζομένων ἐξετάστρων.

Ἄρθρον 4

1. Ἐν ἑκάστῳ μαθήματι θεωρεῖται ἐπιτυχὼν ὁ λαβὼν τοὐλάχιστον τὸν βαθμὸν «καλῶς» 5 ἄλλως θεωρεῖται ἀπο-τυχών.

2. Ὁ ἔν τινι μαθήματι ἀποτυχὼν ἐπανεξετάζεται εἰς τὸ μάθημα τοῦτο μετὰ τρίμηνον ἐφαρμοζομένων κατὰ τὰ λοιπὰ τῶν περὶ πτυχιακῶν ἐξετάσεων τῆς Ἰατρικῆς ἰσχυουσῶν διατάξεων.

Ἄρθρον 5.

Εἰς τὸν ὑποστάντα εὐδοκίμως τὴν δοκιμασίαν χορηγεῖται τὸ ἀκόλουθον ἐνδεικτικὸν ὑπογραφόμενον ὑπὸ τοῦ Κοσμήτορος καὶ τοῦ Γραμματέως τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς.

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟΝ ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗΣ

Ὁ..... .... (πτυχιοῦχος ἢ διδάκτωρ) τῆς Ἰατρικῆς Σχολῆς τοῦ Πανεπιστημίου ....ὑπέστη εὐδοκίμως τὴν ὑπὸ τῶν Πανεπιστημιακῶν νόμων ὁριζομένην δοκιμασίαν πρὸς ἐξάσκησιν τοῦ Ἰατρικοῦ ἐπαγγέλματος ἐν Ἑλλάδι καὶ τοῦ διορισμοῦ ἐν δημοσίᾳ θέσει.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Ἰανουαρίου 1952

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐθν. Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸς

ΙΩΑΝ. ΜΙΧΑΗΛ

---

(11)

Περὶ ἐπεκτάσεως τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ψηφίσματος ΞΘ΄)1949 καὶ εἰς τοὺς Ἐκπαιδευτικοὺς λειτουργοὺς τῶν σχολείων Μ. Ἐκπαιδεύσεως τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν α) τὸ ἄρθρον πέμπτον τοῦ ψηφίσματος ΞΘ)1949 «περὶ κυρώσεως καὶ τροποποιήσεως τοῦ Α. Ν. 936)1949 «περὶ τροποποιήσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 59)1945 Συντακτικῆς Πράξεως «περὶ καθορισμοῦ τῆς ὀργανικῆς συνθέσεως τῶν Δημοσίων ἢ δημοσίου χαρακτῆρος ὑπηρεσιῶν»». 2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 1301 ἐ. ἔ. πρᾶξιν τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, 3) τὴν ὑπ' ἀριθ. 362)1951 γνωμοδότησιν τοῦ Ἀνωτάτου Συμβουλίου Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν καὶ 4) τὴν ὑπ' ἀριθ. 29 ἐ. ἔ. γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐκπαιδευτικοὶ λειτουργοὶ τῶν σχολείων Μ. Ἐκπαιδεύσεως ἁρμοδιότητος τοῦ Ὑπουργείου Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, προαχθέντες μετὰ τὴν ἀπελευθέρωσιν τῆς χώρας εἰς κενὰς θέσεις ἢ βαθμοὺς οἵτινες ὅμως δὲν εἶχον προαχθῆ εἰς τὰς θέσεις ἢ τοὺς βαθμοὺς τούτους κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ξενικῆς κατοχῆς, λογίζονται διὰ τὴν ἀπόκτησιν προσόντων πρὸς περαιτέρω προαγωγὴν καὶ διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς σειρᾶς ἀρχαιότητος αὐτῶν ὡς προαχθέντες, ἀφ' ἧς κατὰ τὸ ἀπὸ 28 Ἀπριλίου 1941 μέχρι καὶ τῆς 17 Ὀκτωβρίου 1944 χρονικὸν διάστημα προήχθησαν εἰς τοὺς αὐτοὺς βαθμοὺς ἢ θέσεις νεώτεροί των.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1952.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Ἐθν. Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργὸς

ΙΩΑΝ. ΜΙΧΑΗΛ

---

(12)

Περὶ ἀνακλήσεως τοῦ ἀπὸ 14 Αὐγούστου 1950 Β. Διατάγματος «περὶ χορηγήσεως εἰς τὸν Ἄγγελον Μιχαλόπουλον ἁπλῆς ἀδείας ἠλεκτρικῆς ἐγκαταστάσεως ἐν τῇ πόλει Πάργας».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 6 τοῦ Νόμου 2979 τῆς 5ης Αὐγούστου 1922 «περὶ ἠλεκτρικῶν ἐγκαταστάσεων» τὴν ἀπὸ 29 Ἰανουαρίου 1922 καὶ ὑπ' ἀριθ. 13 πρᾶξιν τοῦ ἁρμοδίου Συμβουλίου, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον Μόνον.

Ἀνακαλοῦμεν τὸ ἀπὸ 14 Αὐγούστου 1950 Β. Διάταγμα «περὶ χορηγήσεως εἰς τὸν Ἄγγελον Μιχαλόπουλον ἁπλῆς ἀδείας ἠλεκτρικῆς ἐγκαταστάσεως ἐν τῇ πόλει Πάργας, τὸ δημοσιευθὲν εἰς τὸ ἀπὸ 5 Σεπτεμβρίου 1950 καὶ ὑπ' ἀριθ. 199 τεῦχος Α' φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 22 Φεβρουαρίου 1952.

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ

Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργὸς

ΓΕΩΡΓ. ΑΘΑΝΑΣΙΑΔΗΣ-ΝΟΒΑΣ

---

(13)

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ πολεοδομικοῦ σχεδίου Καβάλας διὰ τοῦ καθορισμοῦ θέσεως πρὸς ἀνέγερσιν κτιρίου Ο.Τ.Ε.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 1042)1949 Ν. Διατάγματος «περὶ ἐνιαιοποιήσεως τῶν Τεχνικῶν Ὑπηρεσιῶν τῆς Χώρας» ὡς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ ἀπὸ 17 Ἰουλίου 1923 Ν. Διατάγματος «περὶ σχεδίων πόλεων κλπ.» ὡς μεταγενεστέρως ἐτροποποιήθησαν καὶ συνεπληρώθησαν καὶ εἰδικώτερον τῶν ἄρθρων 1, 3, 9 καὶ ἰδόντες τὴν ὑπ' ἀριθ. 2206 π. ἔ. γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Οἰκισμοῦ ὡς καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 464)50 πρᾶξιν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Καβάλας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἐγκρίνομεν τὴν τροποποίησιν τοῦ πολεοδομικοῦ σχεδίου Καβάλας διὰ τοῦ καθορισμοῦ θέσεως πρὸς ἀνέγερσιν κτιρίου Ο.Τ.Ε. παρὰ τὴν πλατεῖαν 28ης Ὀκτωβρίου , ὡς ἐμφαίνεται εἰς τὸ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Οἰκισμοῦ τεθεωρημέ-

νον διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 7724 ε. ἔ. πράξεως αὐτοῦ σχετικὸν διάγραμμα.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργὸν ἀνατίθεται ἡ δημοσίευσις καὶ ἐκτέλεσις τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Φεβρουαρίου 1952

ΦΡΕΙΔΕΡΙΚΗ
Β.

Ὁ ἐπὶ τῆς Κοιν. Προνοίας Ὑπουργὸς
ΦΩΚ. ΖΑΪΜΗΣ

---

(14)

Διόρθωσις ἡμαρτημένων

Εἰς τὸ ἀπὸ 18 Δεκεμβρίου 1951 Διάταγμα «περὶ ἱδρύσεως παρὰ τῇ Ἰατρικῇ Σχολῇ τοῦ Πανεπιστημίου Ἀθηνῶν Κλινικῆς τῆς Ὑδροθεραπείας καὶ Ἰατρικῆς Κλιματολογίας καὶ προσαρτήσεως αὐτῇ τοῦ ὁμωνύμου ἐργαστηρίου μετὰ τοῦ προσωπικοῦ αὐτοῦ» δημοσιευθὲν ἐσφαλμένως ἐξ ἐσφαλμένου ἀντιγράφου εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 320 (Τ. Α') τῆς 19 Δεκεμβρίου 1951 φύλλον τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως ἐπιφέρεται ἡ κάτωθι διόρθωσις :

Τὸ ἐδάφ. 2 τῆς παρ. 2 τοῦ ἄρθρου μόνου διορθοῦται ἐκ τοῦ ἐσφαλμένου «Ἡ θέσις τεχνίτου τοῦ Ἐργαστηρίου τούτου μετατρέπεται εἰς θέσιν κλητῆρος τῆς Κλινικῆς, τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς καὶ τοῦ Ἐργαστηρίου ἀποτελουμένου ἐφεξῆς ἐξ ἑνὸς ἐπιμελητοῦ Ἐργαστηρίου. ἑνὸς βοηθοῦ Ἐργαστηρίου, ἑνὸς κλητῆρος καὶ ἑνὸς ὑπηρέτου. ἑνὸς κλητῆρος τοῦ βοηθοῦ καὶ τοῦ Ἐπιμελητοῦ» εἰς τὸ ὀρθὸν «Ἡ θέσις τεχνίτου τοῦ Ἐργαστηρίου τούτου μετατρέπεται εἰς θέσιν κλητῆρος τῆς Κλινικῆς, τοῦ προσωπικοῦ αὐτῆς καὶ τοῦ Ἐργαστηρίου ἀποτελουμένου ἐφεξῆς ἐξ ἑνὸς ὑπηρέτου, ἑνὸς κλητῆρος. τοῦ βοηθοῦ καὶ τοῦ Ἐπιμελητοῦ».

(Ἐκ τοῦ Ὑπουργείου Παιδείας)

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)